

**Zeitschrift:** Domaine public

**Band:** - (2016)

**Heft:** 2146

**Artikel:** Politique, société et médias : des choix stratégiques s'imposent : en proposant une suppression pure et simple de la redevance, l'initiative No Billag ne répond pas aux enjeux médiatiques de l'ère numérique

**Autor:** Viallon, François-Xavier

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1023508>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 19.11.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

privilegié. *Global+*, le magazine d'alliancesud, la faïtière des organisations suisses d'aide au développement, [présente](#) le montage fiscal permettant une telle mesure. Pour réduire les bénéfices de sa filiale établie dans un pays à fiscalité normale mais trop gourmande à son goût, l'entreprise mère lui facture des droits de licence élevés. Elle réunit dans une *patent box* les bénéfices ainsi

réalisés qui seront imposés dans son pays de résidence à taux réduit.

Ces deux mesures, conçues pour préserver l'attractivité fiscale de la Suisse, se substituent au traitement de faveur appliqué jusqu'à présent aux bénéfices réalisés à l'étranger par des sociétés établies dans notre pays. Dans le débat sur RIE III, on parle

beaucoup de sauvegarde des emplois et de l'impact de la réforme sur les finances publiques helvétiques. N'oublions pas l'impact de ces mesures sur les finances publiques des pays en développement. Des mesures qui participent à l'hémorragie des ressources financières des pays du Sud, lesquels perdent un multiple de ce que les pays riches consentent à leur verser sous forme d'aide.

## Politique, société et médias: des choix stratégiques s'imposent

En proposant une suppression pure et simple de la redevance, l'initiative No Billag ne répond pas aux enjeux médiatiques de l'ère numérique

François-Xavier Viallon - 18 décembre 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/30638>

La campagne électorale pour la dernière élection présidentielle américaine a suscité de nombreuses réactions, notamment à cause du [rôle joué par Facebook](#) et par Twitter dans la diffusion de l'information et, *in fine*, dans l'issue du scrutin.

Ces médias sociaux se sont retrouvés en porte-à-faux avec plusieurs acteurs: tout d'abord avec les médias traditionnels, car ceux-ci sont progressivement [absorbés par les réseaux sociaux](#) qui récupèrent lecteurs et recettes publicitaires. Ensuite, avec les politiques et les candidats qui n'ont pas utilisé ce canal pour diffuser des [arguments fallacieux](#) à haute dose. Enfin, avec les utilisateurs eux-mêmes, du moins ceux qui

considèrent les réseaux sociaux comme [source d'information encore moins sûre que les médias traditionnels](#): en effet, les médias sociaux distribuent le meilleur et le pire (ce dernier se diffusant mieux) et créent, par les algorithmes employés, une [opacité totale](#) sur le type d'information auquel accèdent les utilisateurs.

### La redevance, une garantie de l'indépendance du service public

De [nombreux chercheurs](#), même certains qui se montrent méfiants à l'égard de l'intervention de l'Etat dans l'économie, sont convaincus de l'importance de médias publics pour offrir aux citoyennes et

citoyens des sociétés démocratiques un accès à une information authentique, vérifiée et intègre. Cependant, s'en remettre au service public pour pallier les problèmes décrits peut paraître contradictoire. En effet, les médias publics sont par définition plus proches du pouvoir et de l'*establishment* que les médias privés, ce qui incite à mettre en doute leur indépendance.

La redevance crée une première barrière conférant aux médias publics, mais également privés, une indépendance financière, non seulement vis-à-vis de l'Etat, mais également des publicitaires.

## Un apport durable à la démocratie et à la société helvétiques

L'[initiative No Billag](#) visant à abroger la redevance ([DP 2138](#)) soulève en réalité deux questions auxquelles elle ne peut répondre que très partiellement, comme cela est souvent le cas lors des votations.

La première question porte sur la place que nous, contributrices et contributeurs, voulons conférer aux médias publics dans notre société. Supprimer la redevance ou lui substituer partiellement un impôt affaiblirait non seulement de manière indéniable la SSR et les médias régionaux. Cela ferait également perdre à la régie publique son autonomie vis-à-vis de l'Etat, remettant ainsi en cause son indépendance et sa crédibilité.

A l'heure où le débat devrait porter sur la réglementation à appliquer aux réseaux sociaux (voir la [proposition de la chancelière allemande](#) en ce sens), les opposants à la SSR s'efforcent de supprimer un bien public dont ils négligent l'apport autant passé que futur à la démocratie helvétique.

Sans la SSR, le paysage médiatique national satisfaisant aux critères d'authenticité et d'intégrité, tout en étant suffisamment puissant pour survivre à l'ère numérique, serait limité à la *NZZ* et au *Tages-Anzeiger*, médias presse dont [les jeunes tendent à se détourner](#) et dont

le lectorat n'est pas représentatif de notre société. Ainsi, il faut s'attendre à la perte d'un contre-pouvoir accessible à une large frange de la population (dont les francophones et italophones). De surcroît, cela laisserait le champ libre aux producteurs audio-visuels étrangers.

### Un moyen d'accès aux contenus à définir

La seconde question concerne les médias en tant que *moyen d'accès* à l'information, à l'éducation et au divertissement. La convergence des médias ([DP 2140](#)) et les reproches adressés à Facebook et Twitter lors des campagnes politiques récentes constituent un exemple emblématique des changements qui s'opèrent.

Notre mode de «*consommation des médias*» change, et les groupes médiatiques diversifient leurs instruments de diffusion afin de maintenir leur audience. Ainsi, la BBC joue depuis plusieurs années la carte de la maximisation de l'audimat en diffusant une grande partie de sa production sur un ensemble de chaînes [YouTube](#).

Les autres médias publics européens se montrent encore hésitants: la plupart proposent souvent un visionnement en direct de piètre qualité sur leur site internet et limitent la diffusion à la demande à une période de sept jours après la diffusion en direct.

Il existe également des solutions d'agrégation de

contenus en un seul programme, permettant ainsi à l'utilisateur de varier le type (documentaire, information, divertissement) et l'origine du contenu (chaîne suisse ou étrangère, YouTube, radio, etc.), et de visionner celui-ci en direct ou à la demande. En Suisse, la Swisscom TV box est bien connue. Mais il existe aussi des outils non commerciaux, *open source*, comme la [médiathèque Kodi](#).

Kodi présente deux différences majeures par rapport aux canaux de diffusion existants (site web, télévision): contrairement à YouTube ou à la Swisscom box, cet outil n'ajoute pas de la publicité au contenu qu'il reprend. Mais il doit se contenter de diffuser ce que les médias existants veulent bien lui fournir. Ainsi, l'offre médiatique à disposition relève en grande partie d'efforts de particuliers pour regrouper des accès aux contenus que les producteurs veulent bien fournir, et non d'une démarche volontaire de la part des producteurs/diffuseurs. Ces derniers ne semblent pas vraiment y porter d'intérêt, ou privilégient le *statu quo* en protégeant leurs contenus. Ces motifs semblent difficiles à comprendre, si l'on considère la source citoyenne de financement des contenus (pour les médias publics), ou l'audience future (les jeunes).

L'initiative populaire No Billag, en proposant la suppression de la redevance radio/TV, ne fait que relayer les intérêts particuliers de certains médias.

Elle évacue le vrai débat qui

devrait porter sur le rôle du service public et sur les

moyens d'accès à ses contenus.

## Pestalozzi dans le contexte des influences intellectuelles et des attentes politiques de son temps

Daniel Tröhler, *Pestalozzi au cœur du «tournant pédagogique»* (traduit par Marianne Enckell), Lausanne, Antipodes, 2016, 155 pages

Pierre Jeanneret - 13 décembre 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/30601>

Johann Heinrich Pestalozzi a fait l'objet de centaines d'ouvrages, dont la plupart relèvent de l'hagiographie. Eminent spécialiste de l'histoire de l'éducation, Daniel Tröhler consacre à ce personnage devenu un véritable mythe un petit [livre](#) très dense et surtout novateur.

La thèse qu'il va démontrer est que Pestalozzi ne fut pas le père fondateur de l'école moderne (sur laquelle il ne développa en fait aucune théorie), ni même véritablement un pédagogue, mais d'abord un patriote et un républicain. Il fut en revanche une figure de proue dans un mouvement culturel né au milieu du 18<sup>e</sup> siècle qu'on a qualifié en allemand de «*tournant pédagogique*» ou «*Pädagogisierung der Welt*». Celui-ci voulait gérer les rapports sociaux par l'éducation.

La base en est le développement du commerce et ce que l'auteur nomme «*la capitalisation de la politique*», phénomène qui apparut

d'abord en Angleterre, puis qui se manifesta fortement à Zurich, ville natale de Pestalozzi. L'évolution oligarchique de la cité, liée au développement continu de l'industrie et du commerce, prêta le flanc à de vives critiques. Celles-ci provenaient des partisans d'une république vertueuse, en partie liée au protestantisme. Il fallait sauver Zurich de son déclin moral et de sa chute. Deux personnages importants furent liés à ce mouvement: le théologien Johann Heinrich Füssli, qui deviendra un peintre célèbre, et Johann Caspar Lavater, plus connu comme inventeur de la physiognomonie.

Pestalozzi est né en 1746 dans un milieu plutôt modeste, où il apprit vite la frugalité qu'il allait pratiquer toute sa vie. Il adhéra tôt à la Société politico-morale et historique, composée d'étudiants qui défendaient la thèse critique énoncée ci-dessus. Avec son épouse Anna Schulthess, il mit en pratique l'idée, inspirée de Rousseau, d'une vie morale et vertueuse dans la nature. Ce fut

l'expérience du Neuhof, dans le canton de Berne, où il créa une maison d'éducation et de formation professionnelle pour les pauvres, une œuvre philanthropique qui ne dura que quelques années et fit quasiment faillite. Toute sa vie, ce personnage charismatique montra en revanche de faibles talents d'organisateur et de gestionnaire.

Politiquement, Pestalozzi passa par plusieurs phases. Dans son roman *Léonard et Gertrude* (1781), une idylle paysanne, il défendit l'idée d'une république chrétienne. Puis il se montra favorable à l'absolutisme éclairé, tel que pratiqué notamment par l'empereur Joseph II d'Autriche. Il s'interrogeait sur le meilleur ordre politique possible. Constitution américaine de 1781? Révolution française, dont il salua les débuts mais dont il se détourna à l'époque de la Terreur? Il trouva la réponse finalement dans l'idéalisme allemand de Fichte, inspiré par Luther.